



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

04/06/2026

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 282 du 04 juin 2026**

Édito

Le 54^{ème} congrès de la CGT a commencé par le vote du bilan d'activité. Les syndicats présents ou représentés au congrès représentent 554 693 voix de syndiqués. Lors du vote sur le bilan de l'activité passée de la direction, 543 655 voix ont été portées dans le vote dont 34 560 abstentions (6,35 % des votants) et 509 925 exprimés (93,65 % des votants). Parmi les exprimés, 414 347 voix se sont portées sur le « pour », soit 81,36 % et 94 948 sur le « contre », soit 18,64 %. Cela constitue une approbation manifeste du bilan de la direction sortante, contrastant avec ce qui s'était passé en 2023 où le bilan, pour la première et unique fois dans l'histoire de la CGT, avait été repoussé de justesse. Tout semble donc rentrer dans l'ordre. Pourtant, l'orientation suivie par la direction et celle qu'elle propose ne sont pas de nature à satisfaire les militants de lutte des classes. Concernant le Parti Révolutionnaire Communistes, celui-ci n'a cessé d'alerter sur les dangers que recèle ce congrès, ce résultat est conforme à ce que nous prévoyions, malheureusement. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour les syndicalistes de lutte des classes. Attendons maintenant de voir ce que donnera le document d'orientation voté à l'issue du congrès, en tout cas, la direction de la CGT pourra toujours cacher ou taire la lutte des classes, elle ne pourra pas y mettre fin. Elle ne pourra pas empêcher des travailleurs de s'organiser, dans des organisations de classe, pour lutter pour leurs droits et afin de renverser le capitalisme.

Sommaire :

Luttes

Rassemblement des assistants familiaux en Vendée

Solidarité avec les 7 de Fleury-Michon

Grève des salariées de la société de nettoyage ONET de l'aéroport de Toulouse-Blagnac

Agression contre le secrétaire général du syndicat CGT de Sorbonne Université

Clinique Médipôle de Cabestany: une victoire mitigée, mais une victoire quand même

Amiens : les assistants d'éducation (AED) en grève réclament un vrai statut et un salaire décent

Plan de destruction de neuf emplois à Castel & Fromaget (Tarn-et-Garonne) premier constructeur de bâtiments métalliques en France

La CGT mobilisée pour réclamer une reconnaissance de l'exposition à l'amiante des personnels à la base de Lann Bihoué

Mobilisation de toute la filière automobile le 16 juin à 12h00 devant le siège de Stellantis

Les salariés du médico-social manifestent à Bordeaux

les salariés de Dumarey distribuent des tracts à Andrézieux-Bouthéon pour alerter sur 260 emplois menacés

60 emplois menacés chez TechnipFMC à Sens

Les salariés de Decathlon se sont mobilisés le 6 juin

10 juin appel à la grève des cheminots de la SNCF

Une trentaine de salariés de Cofiroute en grève près d'un péage du Mans

Les fonctionnements des collèges et des lycées perturbés le 2 juin

Grève des bus et des trams pendant les 24 heures du Mans

Dossiers ; Économie

Daher va délocaliser une partie de sa production de Tarbes vers le Maroc

Loi française sur le démarchage téléphonique, emplois menacés au Maroc

La Redoute prévoit 138 suppressions de postes, dont une centaine à Roubaix

Le loueur de barriques de vin H&A (Gironde) sera effectivement liquidé

Duralex : le point de vue de la CGT Loiret, inquiète pour l'avenir des salariés

Un triste record : un salarié sur deux est en détresse psychologique

Michelin veut supprimer 1.500 emplois

Safran de Mantes-la-Ville va fermer alors qu'elle tourne à plein régime

Orchestra ferme un atelier à Lunel-Viel (Hérault) , 21 salariés licenciés

54^{ème} congrès de la CGT

Une étude de l'Unédic : il n'existe pas de chômeur oisif

Le coût du pétrole et l'effet sur le prix des produits utilisés pour le biocarburant

La peur d'une "déferlante " de tracteurs chinois

International ; Solidarité internationaliste

11 juin : projection d'Algérie sections armes spéciales

Les droits des travailleurs en recul dans le monde y compris en France

V. Zelensky remet ça et baptise une unité militaire ukrainienne avec le nom d'une organisation fasciste

Corée du Sud : grande victoire syndicale chez Samsung

Luttes

Rassemblement des assistants familiaux en Vendée

Jusqu'à 70 participants venus au rassemblement des assistants familiaux (AF) du Conseil Départemental de la Vendée. La mobilisation a été une réussite. Les délégués ont expliqué aux élus départementaux le borbier dans lesquels sont désormais plongés les AF. Ils ont insisté sur la revalorisation des indemnités kilométriques. Les salariés ne peuvent pas travailler à perte.

Solidarité avec les 7 de Fleury-Michon



Pour rappel, sept salariés ont été sanctionnés pour avoir fait grève. Une première audience du conseil des Prud'hommes a eu le 18 novembre dernier. A cette occasion environ 200 militants CGT s'étaient mobilisés afin de les soutenir.

Les conseillers prud'hommes n'ayant pas pu se départager, une nouvelle audience a été programmée le vendredi 5 juin. A cette occasion, la CGT a organisé un rassemblement devant le conseil des prud'hommes.

Grève des salariées de la société de nettoyage ONET de l'aéroport de Toulouse-Blagnac

Depuis le 3 mai, 19 salariées de la société de nettoyage ONET travaillant dans le hall D de l'aéroport de Toulouse sont en grève avec le syndicat SUD. Elles dénoncent les mauvaises conditions de travail. Elles réclament aussi la démission de deux responsables : un chef d'équipe et une responsable clientèle de la société ONET, les employant. Elles n'en peuvent plus des sanctions abusives, de l'agressivité des chefs. Une employée, Fatima affirme qu'elle venait au travail "la boule au ventre, avec la peur et le stress". Elles dénoncent aussi les salaires trop bas. Dans cette grève, se retrouvent tous les ingrédients de l'exploitation des personnels de nettoyage : bas salaires, non respect des personnes, pressions, non respect du droit du travail...Cependant, l'action collective permet des succès tel cela a été le cas avec les personnels du nettoyage de Sorbonne UniverLe loueur de barriques de vin H&A (Gironde) sera réellement liquidésité avec l'aide du syndicat CGT de l'Université et le soutien de l'UD-CGT de Paris.

Aggression contre le secrétaire général du syndicat CGT de Sorbonne Université

Le décret discriminatoire augmentant les frais d'inscription à l'université des étudiants étrangers non communautaires soulève de nombreuses protestations tant des organisations syndicales étudiantes que professionnelles. Ainsi, le jeudi 28 mai, un rassemblement était organisé place de la Sorbonne pour accueillir le Ministre à l'occasion d'un colloque de l'alliance *Una Europa*¹. Si le Ministre n'est pas venu, une délégation des manifestants a souhaité exposer brièvement les raisons de la colère des étudiants et personnels. Cette demande qui semblait acceptée a reçu pour réponse le blocage de la porte de l'amphi par un service de sécurité. Dans ces conditions, le responsable de la CGT a été violemment projeté au sol par un personnel administratif de Paris 1. Atteint au crane, la blessure est sérieuse puisque 12 points de sutures ont été nécessaires, tandis que son genou a été aussi atteint lors de la chute, le tout nécessitant à minima 8 jours d'arrêt de travail. Une plainte a été déposée et une vidéo est disponible attestant des faits. A la suite de cette agression, la Présidente de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, a publié un communiqué particulièrement agressif à l'encontre des manifestants. Se drapant dans les poncifs sur la liberté académique, elle criminalise l'action collective éloignant le regard des lourdes responsabilités de l'État dans la situation dégradée de l'enseignement supérieur et de la recherche : "*Cette radicalité n'est plus acceptable. Elle met en danger les membres du personnel de l'université, quels qu'ils soient, et menace désormais même la liberté académique dans notre université*".

Pour notre part, nous apportons toute notre solidarité au camarade agressé et nous continuerons le combat pour le service public d'enseignement supérieur et de recherche.

Clinique Médipôle de Cabestany: une victoire mitigée, mais une victoire quand même

Nous avons rapporté la longue lutte², près d'un mois, des personnels du Médipôle de Cabestany. Cette grève s'est terminée sur un accord avec la direction. Le bilan de cette grève, s'il est apprécié comme mitigé, n'en est pas moins important. pour la déléguée CGT : "*On a réussi à maintenir une prime de 1500 euros qu'on a depuis très longtemps, qui est basée sur l'activité, donc plus on travaille et plus la prime augmente*", de plus une nouvelle prime pérenne de 400 euros net a été obtenue, renégociable chaque année. "*Ce n'est pas à la hauteur de ce qu'on avait demandé, mais en tout cas elle est déjà là elle a le mérite d'exister*". Au delà des acquis, il y a aussi le sentiment que l'action syndicale a soudé le personnel : "*Je suis fière du collectif qui s'est créé. Je suis fière aussi des collègues qui ont enfin pris conscience aussi qu'en fonction des services, on était aussi tous dans le même bateau*".

Amiens : les assistants d'éducation (AED) en grève réclament un vrai statut et un salaire décent

Quelques dizaines d'assistants d'éducation (AED) issus de différents collèges et lycées se sont mobilisés le 2 juin à Amiens dans le cadre de l'appel national à la grève. Rassemblés devant le lycée Delambre-Montaigne, ils dénonçaient 260 emplois menacés et également le non-renouvellement de cinq AED dans cet établissement. Les syndicats dénoncent des "*licenciements déguisés*". Le représentant syndical CGT Educ'action dans la Somme rappelle les revendications : "*On demande de meilleures conditions de travail, un vrai statut pour avoir un salaire décent*". L'intersyndicale (FSU, CGT, CFDT, UNSA, Sud et SNALC) à l'origine de l'appel, dénonce la grande précarité des AED. Selon la CGT Educ'action, moins d'un AED sur cinq est en CDI.

Plan de destruction de neuf emplois à Castel & Fromaget (Tarn-et-Garonne) premier constructeur de bâtiments métalliques en France

La direction de l'entreprise de *Castel Fromaget* vient de tomber le masque avec une annonce brutale : 9 licenciements économiques sont prévus sur le site de Monteils dans le Tarn-et-Garonne. Pour justifier cette casse sociale avec la concentration de la production sur le site principal, les arguments patronaux sont tristement classiques, baisse des commandes, coûts de production prétendument trop élevés des machines devenues « trop vétustes ».

Pourtant, la réalité comptable raconte une tout autre histoire. Pendant que l'on explique aux salariés qu'il n'y a plus d'argent pour moderniser leur outil de travail, préserver leurs postes, l'entreprise a trouvé les ressources nécessaires versant, le 31 mars 2025, la somme indécente de 3 millions d'euros à ses actionnaires !

L'équation est simple et inacceptable, le patronat organise sciemment le désinvestissement, laisse vieillir les machines se plaignant ensuite de la non-rentabilité tout en licenciant afin de continuer à gaver le capital. C'est un choix politique, en aucun cas une fatalité économique.

Face à ce séisme frappant l'ensemble du bassin industriel de la commune de Caussade, l'indignation ne suffit plus. Comme le souligne la récente démarche interprofessionnelle initiée par l'Union Locale CGT de Caussade, il est urgent de changer de braquet. Les travailleurs et leurs représentants ne peuvent plus se contenter d'une posture défensive, condamnés à attendre fébrilement les lettres de licenciement, les PSE ou les chantages aux accords de performance collective (APC).

Pour inverser le rapport de force, la formation des élus du personnel doit servir d'outil afin de mobiliser les salariés-es. Il s'agit d'acquérir les réflexes techniques et juridiques nécessaires pour décrypter les stratégies

financières complexes, anticiper les mauvais coups avant qu'ils ne frappent. Analyser les bilans permet de prouver aux travailleurs, chiffres à l'appui, que la richesse créée par eux-mêmes est détournée vers les holdings et les dividendes au lieu de servir l'investissement industriel et de répondre aux besoins des salariés-es.

L'ensemble des travailleurs syndiqués formés, sont des militants capable de passer à l'offensive. C'est avoir la capacité d'opposer au chantage patronal des revendications construites notamment avec des informations sur les aides publiques pour une autre répartition des richesses.

Aujourd'hui, le site secondaire de *Castel & fromaget* est maintenant visé. Mais si une direction peut licencier aussi facilement tout en faisant des profits colossaux, qui peut garantir que le site principal, ou d'autres usines du bassin ne subiront pas le même sort demain ?

Puisque ce sont les travailleurs qui créent la richesse, c'est à eux, par l'analyse et la formation, de construire des éléments nécessaires à la lutte de classe. Ces preuves comptables, portées par des grèves de masse jusqu'à la victoire sont le seul moyen de briser le mensonge patronal et de s'approprier collectivement l'outil de travail.

La CGT mobilisée réclamant une reconnaissance de l'exposition à l'amiante des personnels à la base de Lann Bihoué

Le mardi 2 juin, à la veille d'une réunion ministérielle sur l'amiante, la CGT Arsenal de Lorient a distribué des tracts aux portes de la base d'aéronautique navale de Lann-Bihoué, à Ploemeur. Le syndicat a interpellé le commandant de la base. Une cinquantaine de personnes sur les 180 personnels civils de la base ont participé à l'initiative.

Mobilisation de toute la filière automobile le 16 juin à 12h00 devant le siège de Stellantis

La CGT appelle tous les syndicats de l'automobile et au delà à se mobiliser. dans son communiqué, elle indique : "*La situation que vivent aujourd'hui les salariés de nos entreprises est particulièrement préoccupante. Baisse des volumes, manque de visibilité sur l'avenir de l'activité, menaces qui pèsent sur les emplois, projets de restructuration, voire fermetures de sites pour certains : partout, l'inquiétude grandit. Face à cette situation, nous constatons chaque jour davantage de salariés en difficulté, découragés, parfois même résignés.*

Pourtant, la résignation n'a jamais sauvé un emploi, ni garanti l'avenir de nos industries. C'est précisément pour cela que la FTM-CGT appelle à une grande journée d'action le 16 Juin.

Cette mobilisation a un objectif clair : montrer que d'autres choix sont possibles. Nous refusons que les salariés soient les variables d'ajustement des stratégies financières. Nous refusons que l'industrie, les emplois et les savoir-faire soient sacrifiés au nom de la rentabilité à court terme... Cette journée doit être un signal fort adressé aux directions comme aux pouvoirs publics : les salariés veulent vivre, travailler et construire leur avenir dignement. "

Les salariés du médico-social manifestent à Bordeaux

Le mardi 2 juin, les salariés du médico-social étaient appelés à la grève partout en France. Une intersyndicale (SUD, FO, CFDT, Solidaires...) réclame : "*l'augmentation générale des salaires pour les travailleurs du sanitaire, du social, de l'aide à domicile, de la petite enfance*", confrontés à "*la flambée du carburant*" et aux baisses de subventions du conseil départemental de Gironde.

Les salariés de Dumarey distribuent des tracts à Andrézieux-Bouthéon pour alerter sur 260 emplois menacés

L'entreprise Dumarey (ex-ZF), qui fabrique des boîtes de vitesse pour camion, doit fermer d'ici la fin de l'année. Depuis l'annonce de cette fermeture, les salariés sont en grève jusqu'au 3 juin, date d'une nouvelle réunion de négociations sur le PSE, le plan de sauvegarde de l'emploi. Ils ont distribué des tracts le mardi 2 juin aux habitants, sur le trajet entre leur entreprise et la mairie.

60 emplois menacés chez TechnipFMC à Sens

TechnipFMC basé à Sens (Yonne) a annoncé un mal nommé plan de sauvegarde de l'emploi le 19 mai dernier. 60 postes sont en péril. Le secrétaire général de l'union départementale des syndicats CGT de l'Yonne, explique : "*C'est un plan de sacrifice de l'emploi. C'est une unité [à Sens] qui fonctionne très bien. Quand on regarde les chiffres depuis 2021, on voit que les profits sont en constante augmentation.*" Pour le syndicaliste, la raison de ces licenciements est économique : "*C'est une entreprise qui réalise plus de dix milliards de chiffre d'affaires, qui a fait 1.8 milliard de bénéfice en 2025 et qui a reversé à ses actionnaires plus d'un milliard. Il y a une volonté de la direction de réaliser une restructuration pour gagner encore plus d'argent pour reverser à leurs actionnaires.*"

Les salariés de Decathlon se sont mobilisés le 6 juin.

Une intersyndicale appelle les salariés à une mobilisation dans tous les magasins Decathlon de France afin de « préserver le pouvoir d'achat des salariés ». L'entreprise spécialiste des articles de sport a enregistré un bénéfice

net en hausse en 2025, dégagant un bénéfice net en hausse de 16 % en 2025, à 910 millions d'euros, et réalise un chiffre d'affaires de 16,8 milliards, en progression de 4 %,

Près de 1 400 personnes ont signé une pétition lancée fin mai par l'intersyndicale de Decathlon afin de dénoncer une entreprise surperformant sur le dos de ses salariés : augmentation de leur charge de travail, des effectifs insuffisants dans de nombreux magasins et entrepôts, ainsi qu'une pression toujours plus forte pour atteindre les objectifs commerciaux. Dans le même temps, leur pouvoir d'achat continue de se dégrader sous l'effet de l'inflation

L'enseigne, possède 1 902 magasins dans 82 « territoires » dans le monde et compte près de 103 000 salariés. Elle compte 324 magasins en France, où 6 ont ouvert en 2025 et un a fermé.

10 juin appel à la grève des cheminots de la SNCF

Ils « refusent » d'accompagner les transformations en cours et demandent leur « arrêt immédiat » et la réouverture de négociations salariales

« On voit une accélération des drames, une souffrance généralisée, des agents d'exécution aux cadres, car la restructuration au forceps et l'absence de pilotage amènent à une désorientation du corps social cheminot » a déclaré Romain Pitelet, secrétaire général adjoint de la *CGT cheminot*. 13 cas de suicide auraient été recensés depuis quelques mois. Le réseau ferré français vit depuis une quinzaine d'années un véritable big bang, livré aux directives européennes régissant la libéralisation du secteur ferroviaire sur l'ensemble du continent et la fin du service public de la SNCF. Le résultat est catastrophique. Deux sénateurs³ de droite, au nom de la Commission des finances, dressent un bilan critique de la libéralisation du rail : coûteuse pour les finances publiques, elle fait courir le risque d'une « balkanisation » du réseau et de l'abandon des petites dessertes dit le rapport. Ils rejoignent les analyses des syndicats de cheminot ! « Une série de forces centrifuges menacent la cohérence du réseau ferré et pourraient, à terme, fragiliser l'attractivité du train », écrivent les sénateurs, accusant le gouvernement et l'État d'impréparation. « En raison d'une confiance excessive dans le "pouvoir magique" de la concurrence, des problématiques majeures, pourtant identifiées de longue date, ont été mises de côté. »

Depuis le début du processus, on ne compte plus les compagnies ayant fait faillite : Flixbus, Railcoop, Thello, Midnight Trains... Selon les chiffres du rapport sénatorial, 1 milliard d'euros d'argent frais est nécessaire afin de se lancer dans le ferroviaire. Seules deux compagnies publiques italienne et espagnole ont réussi à s'immiscer sur le réseau français. Perdant beaucoup d'argent alors qu'elles exploitaient des liaisons profitables. Trenitalia a perdu en 2024 un total de 70 millions d'euros, presque le double de ce que lui rapporte la vente de billets. La compagnie évite la faillite grâce à l'argent de sa maison mère italienne et aux subventions du gouvernement italien et de l'Union européenne. Idem en Espagne, la SNCF et sa filiale Ouigo España, épongent de lourdes pertes (44 millions d'euros en 2024) avec l'argent des usagers français !

La SNCF et ses concurrents sont conduits à maximiser leurs profits, fermant les lignes les moins rentables se concentrant sur celles rapportant : Paris-Lyon-Marseille ou le Paris-Strasbourg. Les « petites lignes » étaient autrefois financées grâce aux recettes engendrées par la compagnie sur les tronçons rentables représentant un tiers des dessertes selon la SNCF. Ces lignes dites « d'aménagement du territoire » risquent de « mourir. « Le financement des dessertes TGV d'aménagement du territoire coûterait chaque année entre 150 et 200 millions d'euros à SNCF Voyageurs », estiment les deux sénateurs. « rien n'a été prévu pour résoudre ce problème ».

Un autre rapport accablant du cabinet d'expertise Groupe 3E tire les mêmes conclusions sur le bilan de la concurrence : « Trenitalia France, Renfe et Velvet ont pesé de tout leur poids pour un statu quo qui pénalise clairement SNCF Voyageurs, seul opérateur à devoir exploiter des liaisons déficitaires », écrivent les experts, soulignant : la « rationalisation » synonyme de « déshumanisation » des gares, avec moins d'agent et de guichets et des gares fermant.

Les chiffres du TER cachent des coûts importants : acquérir le matériel, construire une vingtaine de nouveaux centres de maintenance, recruter des experts des sujets ferroviaires et mobiliser de coûteux cabinets de conseils pour border juridiquement leurs appels d'offres, créant des Sociétés publiques locales dédiées aux TER en les dotant de « moyens extravagants qui interrogent, dans un contexte de finances régionales pressurisées », selon les experts du Groupe 3E (1,2 milliard d'euros concernant la région Grand Est, [1,4 Mrd€](#) dans les Hauts-de-France, etc.). « Ces entités ont levé des montants colossaux de dettes pour exercer leur rôle », souligne-t-ils. Les régions allant jusqu'à proposer d'indemniser les candidats déçus avec des montant en constante inflation : jusqu'à 600 000 euros en région Grand-Est !

« Le passage d'un monopole à un système concurrentiel induit des désoptimisations liées à une réduction des économies d'échelle, constatent également les sénateurs. Ces coûts sont souvent sous-estimés voire ignorés ». La SNCF mutualisait les missions à l'échelle nationale tel l'entretien des rames, autrefois géré pour plusieurs régions, il faut désormais les assumer localement. Pour la billettique : chaque région a développé sa propre application de vente de billets, engendrant des frais inutiles (40 millions d'euros en région Sud, par exemple) et rend l'offre illisible. « La fragmentation du système résultant de la concurrence risque d'affecter la fluidité des

voyages, écrivent les sénateurs. « Si chaque [région] souhaite avoir son propre train, le système pourrait devenir ingérable », préviennent les parlementaires : Prendre le train sera une galère.

L'arrivée de nouveaux opérateurs comme RATP-DEV sur l'Étoile de Caen inquiète fortement les usagers. Les associations Handirail et FNAUT Normandie redoutent un chaos sur la gestion des correspondances et le remboursement des billets multi-opérateurs. 4 milliards d'€ gaspillés dans la privatisation des TER, 86% des lignes secondaires sont menacées par le manque d'entretien. Le projet de Service Express Régional Métropolitain (estimé à 1,6 milliard d'euros) est suspendu à l'engagement financier de l'État, la Région et les intercommunalités ne pouvant pas assumer seules une telle somme.

"Priorité au rail"... mais la région: supprime des voies (Avranches-Pontorson) afin d'"économiser", choisit un opérateur privé (RATP Dev) sans expérience ferroviaire, refuse 500M€ sur 10 ans pour le réseau, renonce à leurs engagements : les 2,5 milliards promis des concessions autoroutières n'arriveront pas avant 2030, et le versement mobilité régional (50M€/an) est refusé **L'alerte rouge est lancée en Normandie par les cheminots et les usagers!**

Une trentaine de salariés de Cofiroute en grève près d'un péage du Mans

A l'appel de la CGT Cofiroute, une trentaine de salariés sont mobilisés près du péage du Mans-Nord, à Saint-Saturnin afin de dénoncer la répartition des tâches qui dégradent leurs conditions de travail.

Les fonctionnements des collèges et des lycées perturbés le 2 juin

Une journée de grève intersyndicale est prévue pour "soutenir les revendications et les conditions de travail" des assistants d'éducation (AED). Selon le Snes 26, les surveillants des collèges et des lycées sont "soumis à une pression constante pour le renouvellement des contrats et/ou un accès éventuel au CDI".

Le syndicat déplore la détérioration de leurs conditions de travail. Il appelle les vies scolaires à se mettre en grève mardi 2 juin, et à participer à un rassemblement à Valence, devant la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale, à midi.

Grève des bus et des trams pendant les 24 heures du Mans

Préavis de grève durant la semaine des 24 Heures du Mans. En cause, la mise en service de la 1^{ère} rame de tram rallongée. « A ce jour, une grande partie des conducteurs (sinon la totalité des traminots) n'a pas encore acquis l'expérience qui nous semble nécessaire sur ce matériel dans les conditions comparables à celles qui seront rencontrées durant les 24 heures du Mans »

Une rame de 44 mètres ne se comporte pas comme une rame de 12 mètres de moins. L'inertie, distances de freinage, réaction sur voie humide et gestion des quais nécessitent des repères. Le syndicat s'inquiète aussi « des moyens humains mobilisés et mobilisables sur le terrain ».

Le personnel de l'hôpital de Grasse en grève

Sous-effectif, stress, retards de soin... Le service Hospitalisation à domicile (HAD) de l'hôpital de Grasse a fait grève jeudi 28 mai dénonçant leurs conditions de travail,

« 25 % de patients de plus par rapport à 2024, pour le même effectif. » engendrant des retards et des annulations de soins pour les patients... *problèmes de régularité d'horaire, changement de personnel, turnover d'effectifs déstabilisants et inconfortable pour les patients...*

Une situation pesant sur le moral et la santé du personnel soignant du service HAD. « Elles ont l'impression qu'elles font mal leur travail. Elles sont stressées, anxieuses », développent des problèmes d'insomnie et « vont travailler la boule au ventre ».

Dossiers ; Économie

Daher va délocaliser une partie de sa production de Tarbes vers le Maroc

Daher, entreprise familiale de 14 500 salariés pour un chiffre d'affaires de 1,9 milliard d'€ (2025), est une entreprise aéronautique qui fabrique des avions de tourisme et des pièces pour les avionneurs. Elle fournit en particulier des pièces et des assemblages de pièces pour la fabrication des Airbus A320, A330 et A350.

Cette dernière activité va être transférée de son usine de Tarbes à celle de Tanger, ainsi que d'autres pièces de faible complexité vers d'autres sous-traitants au Maroc. Le projet sera mis progressivement en œuvre à partir de l'année prochaine avec une espérance de retour sur investissement de cette réorganisation de 3 ans. Les coûts salariaux au Maroc sont environ trois fois inférieurs à ceux en France.

Le groupe Daher développe un plan de « performance » (« Edge ») dont une de ses 6 entités Daher Industries porte la « meilleure » part. Cette branche aurait enregistré des pertes de plusieurs dizaines de millions d'€ en 2025. L'outil industriel ne serait pas des plus performant, en particulier à Tarbes. Faute de modernisation, l'usine de Tarbes (moins de 2 000 salariés) est même en partie obsolète.

A ce défaut d'entretien de l'outil industriel, s'ajoute la pression du principal donneur d'ordre, en l'occurrence Airbus, dans un contexte d'augmentation des coûts des matières premières.

Pendant que la réindustrialisation est au cœur des préoccupations, du moins affichées, la désindustrialisation continue.

Loi française sur le démarchage téléphonique, emplois menacés au Maroc

A partir du 11 août, une loi, adoptée en France le 30 juin 2025, interdit toute prospection sans accord explicite du client. Elle met en danger des dizaines de milliers de salariés dans les centres d'appels marocains, largement dépendants du marché hexagonal.

Cette loi aura des répercussions sur les centres d'appel « offshore », en particulier au Maroc où de 40 000 à 50 000 emplois sont directement menacés (sur 130 000). Le marché français des centres marocains d'appel représente plus de 80% de leur chiffre d'affaires. Le nombre de centres d'appels « officiel » s'élève à plus de 600.

Pour autant, la loi française ne sera pas le seul facteur de réduction des activités de ces plateformes : d'après une étude de 2024 de BearingPoint, 67 % des entreprises européennes ayant recours à « l'offshoring » prévoient de réduire la part de l'appel sortant au profit de canaux numériques ou automatisés.

La Redoute prévoit 138 suppressions de postes, dont une centaine à Roubaix

La Redoute a présenté le 2 juin un plan de transformation, pour : *"renouer avec une croissance durable"*. Le projet mis en avant devrait passer par un PSE. Une centaine de postes pourrait être supprimée, au siège social, à Roubaix. Le chiffre d'affaires de la redoute a baissé de 20% depuis 2022. L'enseigne roubaisienne a du mal à faire face à la baisse du pouvoir d'achat de ses clients et surtout à la concurrence, notamment chinoise, avec les plateformes comme Temu pour la vente de meubles ou Shein pour la mode.

Le loueur de barriques de vin H&A (Gironde) sera bien liquidé

Le loueur de barriques de vin bordelais H&A sera bien liquidé, a confirmé le 29 mai le tribunal de commerce à ICI Gironde⁴. Les trois repreneurs potentiels se sont tous désistés. L'activité cessera donc *"fin mai"*, selon le président du tribunal.

"Référence mondiale du secteur, cette entreprise basée à Bordeaux permet aux vignerons de louer en longue durée des barriques de vin auprès de tonneliers, et revendique la gestion d'un million de barriques pour près de 2.000 clients. Fondée il y a plus de 20 ans à Lormont, H&A a été frappée de plein fouet par la crise viticole. *"Depuis 2024, le marché connaît un ralentissement marqué, avec une baisse durable des volumes produits et commercialisés"*.

Duralex : le point de vue de la CGT Loiret, inquiète pour l'avenir des salariés

Dans un communiqué envoyé ce vendredi à la presse, la CGT du Loiret dit redouter : *"qu'un redressement judiciaire soit mis en œuvre et qu'un défaut de paiement des salaires apparaisse"*. Le syndicat, qui n'était pas favorable à la reprise de l'usine en Scop en juillet 2024, rappelle qu'à l'époque la procureure de la République avait dit lors d'une audience que l'offre proposée par la SARL TOURRES « était plus favorable » que celle de la Scop, soutenue par les pouvoirs publics. Enfin, La CGT met en cause la gestion de l'ancien directeur, François Marciano et de son fils, Antoine, l'ex- directeur financier. Tous les deux ont quitté l'entreprise en avril dernier dans des conditions restant encore très floues.

Un triste record : un salarié sur deux est en détresse psychologique

Selon un sondage Ipsos réalisé pour *Empreinte Humaine*⁵, un salarié sur deux présente un signe de détresse psychologique. Selon ICI⁶ c'est : " le niveau le plus élevé enregistré depuis le lancement du baromètre en mars 2020". Cette situation est corrélée aux conditions de travail : " Ce niveau de détresse psychologique marque 3 points de plus que lors du précédent baromètre, en novembre 2025, et c'est également plus élevé comparé au premier confinement lié au Coronavirus (44%), mais autant qu'au moment du deuxième confinement fin 2020. *"Il y a une accélération des rythmes de travail"*, commente le cofondateur d'Empreinte humaine. *"Les salariés disent qu'ils n'arrivent pas à bien travailler", "certains ont l'impression de n'être que de simples exécutants"*, ajoute-t-il. Cette lente dégradation de la situation, estime-t-il, a pour cause une *"faute de moyens de prévention efficaces"*. *"On n'a pas assez mis de moyens dans les conditions de travail. Des entreprises, en particulier les plus grandes, ont mis en place des cellules d'écoute, ont formé des managers, or ce n'est pas suffisant"*, déplore-t-il ".

Parmi les salariés concernés, 83% relient leur état au travail. Ce chiffre monte à 87% chez les moins de 30 ans. Les femmes (55%), les employés (59%) et les moins de 30 ans (60%) sont les profils les plus touchés.

Michelin veut supprimer 1.500 emplois

Après la fermeture de deux usines (Vannes et Cholet), Michelin annonce vouloir supprimer 1.500 postes en France d'ici 2029 mettant en place un plan de départs volontaires. 1/3 des suppressions concernent le secteur de l'industrie et 2/3 le tertiaire (secteur n'étant désormais plus épargné contrairement à ce qui avait été promis au début de la désindustrialisation). Michelin invoque la conjoncture internationale mais aussi le coût de travail trop élevé en France pour justifier ce plan. Les syndicats, quant à eux, rappellent que les résultats de l'entreprise en France sont bons et qu'ils se chiffrent en milliards d'euros.

Safran de Mantes-la-Ville va fermer alors qu'elle tourne à plein régime

Le groupe Safran emploie 500 salariés en comptant les intérimaires à Mantes-la-Ville. C'est l'un des premiers employeurs de la région de Mantes. Des salariés de Safran se sont mis en grève le 28 mai 2026. Ils se sont rassemblés devant l'entrée de l'usine. Safran prévoit de regrouper ses activités Actionnement sur deux sites existants, à Vernon pour l'aéronautique militaire et l'hélicoptère, et à Saint-Ouen-l'Aumône pour l'aviation commerciale.

Orchestra ferme un atelier à Lunel-Viel (Hérault), 21 salariés licenciés

Le groupe Orchestra, une marque pour enfants, a décidé de fermer un atelier de reconditionnement à Lunel-Viel (Hérault) : Vingt et un salariés sont licenciés. Pour rappel, En 2020, le groupe avait été placé en liquidation judiciaire par son PDG, Pierre Mestre. Grâce à "l'ordonnance Covid", il avait pu racheter sa propre entreprise et avait bénéficié d'un effacement de 650 millions d'euros de dettes en 2021. Le tribunal de commerce avait accepté la fermeture de 50 magasins et le licenciement de 300 salariés.

54^{ème} congrès de la CGT

Le congrès de la CGT a démarré ; analyse du rapport de Sophie Binet : En marche vers l'institutionnalisation et la collaboration de classe: <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3980-le-congres-de-la-cgt-a-demarre-analyse-du-rapport-de-sophie-binet-en-marche-vers-linstitutionnalisation-et-la-collaboration-de-classe>

Le congrès de la CGT a démarré ; analyse du discours de Sophie Binet aux délégations étrangères le 31 mai : En marche vers la soumission à l'impérialisme français et UE, à notre propre impérialisme: <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3979-le-congres-de-la-cgt-a-demarre-analyse-du-discours-de-sophie-binet-aux-delegations-etrangeres-le-31-mai-en-marche-vers-la-soumission->

Une étude de l'Unedic : il n'existe pas de chômeur oisif !

Battant en brèche les idées reçues ou savamment distillées par le patronat et ses soutiens politiques, il n'existe pas selon une étude de l'Unedic⁷ de chômeurs oisifs ! La synthèse de son document montre que la préoccupation majeure des chômeurs est d'abord de retrouver un travail, nous pouvons lire : "Chaque année, environ deux millions d'allocataires ouvrent un droit à l'Assurance chômage à la suite de la perte involontaire de leur emploi. Ce droit leur garantit un revenu de remplacement à travers la perception d'une indemnisation chômage pendant une durée définie à l'ouverture de droit, durée aussi appelée « durée potentielle de droit ». Au cours de leurs premiers mois d'indemnisation les allocataires sont les plus nombreux à reprendre pour la première fois un emploi salarié. En effet, selon la durée potentielle de droit, la probabilité de la première reprise d'emploi se situe entre 18 % et 22 % avant même d'avoir été indemnisé, puis entre 9 % et 11 % au premier mois d'indemnisation et entre 7 % et 9 % au deuxième mois d'indemnisation. Cette probabilité continue ensuite de baisser progressivement. Les allocataires occupant une mission d'intérim avant l'ouverture de leur droit chômage sont ceux qui reprennent en moyenne le plus rapidement un emploi, reflet de dynamiques professionnelles composées pour certains d'une suite de contrats à durée limitée. Au 4^e mois d'indemnisation, on estime qu'environ la moitié des allocataires ont retravaillé, plus précisément entre 46 % et 53 % selon la durée potentielle de droit. Lorsque l'on considère l'ensemble du droit, cette probabilité s'élève jusqu'à plus de 80 % pour les allocataires disposant de durées de 18 ou 24 mois, contre 63 % pour ceux qui disposent d'une durée de 6 mois. Les intérimaires et les saisonniers ont la probabilité la plus élevée de retravailler en cours de droit (jusqu'à +15 points par rapport à l'ensemble). A l'inverse, ce sont pour les allocataires ayant créé ou repris une entreprise parallèlement à leur indemnisation qu'elle est la plus faible (jusqu'à -31 points par rapport à l'ensemble). En effet, concernant certains allocataires entrepreneurs, le projet professionnel s'inscrit dans une démarche sans recherche d'emploi salarié. Enfin, la première reprise d'emploi ne se traduit par une sortie pérenne du chômage indemnisé seulement pour 1 allocataire sur 4. En effet, seul un tiers des premiers emplois repris durent 6 mois ou plus, augmentant ainsi les risques de trajectoires alternant emploi et chômage. "

Le coût du pétrole et l'effet sur le prix des produits utilisés pour le biocarburant

Aujourd'hui, une grande partie de l'huile de palme, de soja et de colza produite dans le monde est utilisée pour confectionner du biodiésel, tandis qu'une partie du maïs et de la canne à sucre est transformé en éthanol. De ce fait, leur prix est en train d'augmenter conjointement à celui du pétrole, en effet dû au blocage du détroit d'Hormuz le biocarburant devient de plus en plus demandé.

Le prix du maïs par exemple a vu une hausse de 12% à la mi-mai par rapport au niveau précédant l'attaque israélo-américaine en Iran. De même, le prix de l'huile de palme s'est envolé en Malaisie (une référence internationale) passant de 4000 ringgits pour une tonne (soit 1005 dollars) à 4840 ringgits (soit 1215 dollars).

Selon la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), l'indice des huiles végétales a atteint son plus haut niveau depuis 2022 en avril après une hausse de 5,9% de mars à avril. Toujours selon la FAO, l'augmentation du cours des huiles est dû à une hausse de la demande dans le but de produire du biocarburant.

La hausse du prix du pétrole entraîne aussi une problématique d'engrais car le gaz est un des ingrédients essentiels pour la synthétisation de l'azote, les exportations d'engrais sont donc en baisse menaçant donc les récoltes. Tout cela s'ajoute au retour quasi-certain du phénomène météorologique « El Niño » dans les prochains mois et associé à des années de mauvaises récoltes et des crises alimentaires.

La peur d'une "déferlante" de tracteurs chinois

La Chine est, depuis 2025, le deuxième exportateur mondial d'agroéquipement juste derrière l'Allemagne, pesant désormais 12,5% de toutes les exportations dépassant de ce fait les Etats-Unis (11%).

Le solde commercial entre la France et la Chine est déficitaire depuis le début des années 2020 sur le marché de l'agroéquipement (-250 millions en 2023, -444 millions en 2025). Les constructeurs chinois exportent majoritairement des outils de tontes mais commencent aussi à gagner des parts de marché dans les serres et les matériels de guidages (comme les GPS). En France, malgré tout, le marché des gros équipements agricoles comme les tracteurs, est encore dominé par des entreprises françaises et européennes. L'industrie française possède une bonne réputation du fait de son avance technologique mais s'inquiète surtout de la production de tracteurs électriques par la Chine. En effet, les constructeurs produisent déjà des petits tracteurs électriques de 25 chevaux à des prix considérés comme « *défiant toute concurrence* », et la question se pose de savoir si cette technologie pourra rapidement rivaliser avec les moteurs thermiques en termes de puissance.

Si elle en devient capable, les constructeurs français s'inquiètent du fait que les coûts de production en Chine, les marges plus attrayantes et la question de la « décarbonation » rendrait les tracteurs chinois plus attractifs pour les distributeurs européens d'agroéquipement. En avril dans un plan d'« électrification » le gouvernement a donc promis 10 millions d'euros pour « développer l'offre d'engins agricoles électrique » dans le but clair de rivaliser avec la Chine dans le futur

International, Solidarité internationaliste

11 juin : projection d'Algérie sections armes spéciales

Jeudi 11 juin 2026, de 19h à 21h30, à la Maison de la Vie Associative et Citoyenne du 13e, 31 rue Bobillot, 75 013 Paris

Cette projection sera suivie d'un débat en présence de la réalisatrice Claire Billet et de l'historien Christophe Lafaye ayant participé au film. Une table ronde modérée par Nils Andersson réunira : Catherine Teitgen-Colly ; Rony Brauman ; Gilles Manceron.

Cette initiative de l'ACCA⁸ (Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui) répond à plusieurs objectifs.

- Faire connaître le recours lors de la guerre d'Algérie aux armes chimiques, armes dénoncées par le Protocole de Genève en 1925.
- Au contraire de la torture, dont la pratique a été dénoncée et prouvée dans le cours de la guerre, l'emploi d'armes chimiques a été dénoncé, mais n'a pu alors être prouvé, ce que fait le film de Claire Billet, basé sur les travaux de Christophe Lafaye.
- Le film déprogrammé sur France Télévisions en mars 2025, fut diffusé sur France 5 en juin 2025, mais il rencontre de forts obstacles à sa projection, obstacles qu'il faut briser.
- Christophe Lafaye, sera présent au débat, avec Catherine Teitgen-Colly, Rony Brauman et Claire Billet, rencontre de grandes difficultés pour accéder aux archives militaires, des « archives interdites » et lutte pour une recherche éclairant librement l'histoire.

Les droits des travailleurs en recul dans le monde y compris en France

La Confédération Syndicale Internationale (CSI), centrale réformatrice de collaboration de classe à laquelle adhère la CGT vient de publier son indice 2026 des droits dans le monde⁹. Il s'agit de la troisième édition de cet indice. Les résultats obtenus indiquent une dégradation significative des droits des travailleurs dans le monde : " *Les données les plus choquantes qui ressortent de l'édition 2026 de l'Indice sont une hausse de cinq points de pourcentage des violations de la liberté d'expression et de réunion par rapport à l'année dernière ; une augmentation de six points de pourcentage des attaques violentes dont sont victimes les travailleurs ; et une hausse de trois points de pourcentage des atteintes portées aux libertés publiques, dont une augmentation spectaculaire du nombre d'arrestations et de détentions de travailleurs et de leurs représentants. La montée en flèche de ces indicateurs indique que la persécution des dirigeants syndicaux devient courante dans un nombre toujours croissant de pays.*" Par ailleurs les pays européens et les États-Unis ne sont pas en reste dans le domaine des droits des travailleurs : " *En Europe et sur le continent américain, les droits des travailleurs et des travailleuses subissent un recul alarmant.* "

Constat alarmant fait, la CSI se garde bien de mettre en cause le système capitaliste lui-même préférant parler des riches et des puissants et surtout jouer la petite musique sur l'extrême-droite : " *l'influence grandissante de l'extrême droite menace les travailleurs et les syndicats dans des pays comme l'Argentine et la France, deux des quatre pays dont le classement a baissé en 2026.* "

V. Zelensky remet ça et baptise une unité militaire ukrainienne avec le nom d'une organisation fasciste

Zelensky après avoir réhabilité des collaborateurs de l'Allemagne nazie¹⁰ (Andriy Melnyk) en remet une couche pour ceux qui n'auraient pas compris ; en baptisant une unité militaire du nom de l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA)¹¹, une organisation fasciste ayant collaboré avec l'Allemagne nazie et que Varsovie accuse de la mort de plus de 100.000 Polonais durant la seconde guerre mondiale.

Corée du Sud : grande victoire syndicale chez Samsung

Une victoire syndicale historique vient d'aboutir au sein de l'entreprise. Au regard des profits gigantesques perçus dans la production de semi-conducteur de plateforme IA (Intelligence Artificielle), les salariés ont trouvé un accord salarial et une révision de l'attribution des primes lors des profits annuels exceptionnels.

Cet accord a bénéficié d'une supervision gouvernementale et a été signé par le vice-président de l'entreprise et le représentant du syndicat principal. Il indique un versement de bonus spéciaux équivalant à 10,5% des profits opérationnels annuels. Une prime de 340 000 euros sera versée à chacun des 28 000 salariés de la branche. Les 60% restants de la prime seront redistribués aux autres branches de l'entreprise.

L'amplification de la demande et le développement croissant du marché a fait bondir les valeurs en bourse des 3 entreprises fabricantes (Samsung Electronic, SK Hynix et Micron) et de ses puces nécessaires au fonctionnement des serveurs de grands modèles de langue tels que (Chat GPT, Gemini, Claude ou Grok).

La menace d'une grève au moment de l'envolée du marché a fait craindre à l'entreprise de stopper nette des profits se révèlent être immenses.

Par l'organisation de la lutte et l'appel à la grève, les travailleurs ont fait reculer le système capitaliste en s'attaquant à ses profits dans un moment se révélant crucial pour le marché de l'IA.

© Copyright

1 <https://www.una-europa.eu/about/a-propos-de-nous>

2 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3970-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-281-du-28-mai-2026>

3 Deux sénateurs, Marie-Claire Carrère-Gée (Les Républicains) et Hervé Maurey (Union centriste),

4 <https://www.ici.fr/nouvelle-aquitaine/gironde-33/gironde-aucun-repreneur-pour-le-loueur-de-barriques-de-vin-h-a-qui-devra-cesser-son-activite-d-ici-la-fin-du-mois-7131599>

5 <https://empreintehumaine.com/>

6 <https://www.ici.fr/infos/economie-social/sante-mentale-au-travail-un-salarie-sur-deux-est-en-detresse-psychologique-niveau-record-depuis-2020-6425821>

7 https://www.unedic.org/storage/uploads/2026/06/01/la-reprise-d-emploi-selon-la-duree-indemniee_uid_6a1d698c9e520.pdf

8 <https://old.acca.1901.org/>

9 <https://www.ituc-csi.org/global-rights-index?lang=fr>

10 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3970-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-281-du-28-mai-2026>

11 l'organisation commet des massacres de masse contre les populations polonaises en Volhynie qui font entre 40.000 et 100.000 victimes selon les estimations. L'UPA assassine également plusieurs centaines voire plusieurs milliers de Juifs en Volhynie et Galicie Orientale

© Copyright

Brochure : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement